



Assemblée générale

Distr. générale
8 février 2011
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Bermudes

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Généralités	3
II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques	3
III. Budget	5
IV. Situation économique	5
A. Généralités	5
B. Services financiers	6
C. Tourisme	6
D. Bâtiment	7
E. Transports et communications	7
V. Situation sociale	8
A. Généralités	8
B. Emploi	9
C. Éducation et culture	9
D. Santé	10
E. Droits de l'homme et questions connexes	11
F. Criminalité et sécurité publique	12
VI. Environnement	12



VII.	Questions militaires.....	13
VIII.	Relations avec les organisations et les partenaires internationaux	13
IX.	Statut futur du territoire	13
A.	Position du gouvernement du territoire.....	13
B.	Position de la Puissance administrante	14
C.	Mesures prises par l'Assemblée générale	14

I. Généralités

1. Les Bermudes sont un territoire non autonome administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le fondement de la relation actuelle entre le Gouvernement britannique et ses territoires non autonomes est fixé par la constitution de chaque territoire¹. La loi sur les territoires d'outre-mer de 2002 accorde le droit à la citoyenneté britannique aux « citoyens des territoires britanniques d'outre-mer ».

2. Les Bermudes sont situées dans la partie occidentale de l'océan Atlantique, à 917 kilomètres environ à l'est des côtes du continent le plus proche, celles de la Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). Leur territoire s'étend sur une superficie totale de 57 kilomètres carrés et se compose de 8 îles principales et de 130 autres îles de plus petite taille. Hamilton, la capitale, et St. George, l'ancienne capitale, sont les deux villes les plus importantes. Le site de la ville historique de St. George et ses fortifications sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

3. Les Bermudes, qui doivent leur nom au navigateur espagnol Juan de Bermúdez, sont restées inhabitées jusqu'à ce qu'un groupe de colons anglais naufragés s'y installent en 1609. L'année suivante, les premiers esclaves y furent amenés pour travailler la terre ou pêcher des perles. Les îles ont d'abord été régies par la charte de la Compagnie de Virginie et des compagnies qui lui ont succédé, avant de devenir en 1684 une colonie de la Couronne britannique. Le Parlement s'est réuni pour la première fois en 1620 après que la Couronne eut octroyé à la colonie un certain degré d'autonomie. En 1968, les Bermudes ont obtenu l'autonomie interne et se sont dotées d'une nouvelle constitution.

4. En 2010, le gouvernement du territoire a estimé la population des Bermudes à environ 68 000 personnes, contre 62 059 lors du recensement de 2000. Environ 55 % de la population est noire, 34 % blanche, et le pays compte 15 % d'étrangers.

5. La devise officielle est le dollar des Bermudes, qui est indexé sur le dollar des États-Unis à parité depuis 1970. Les principaux partenaires commerciaux des Bermudes sont les États-Unis, la République de Corée, l'Espagne, l'Inde et le Brésil.

II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques

6. La Constitution des Bermudes, adoptée en 1968, a été modifiée à cinq reprises, la dernière modification étant intervenue en 2003. D'après la Puissance administrante, la Constitution confère une autonomie interne presque totale au gouvernement du territoire, le Royaume-Uni n'exerçant qu'un droit de regard constitutionnel réduit au minimum. Conformément à la Constitution, le Gouverneur (et commandant en chef) est nommé par le Royaume-Uni, après consultation avec le Premier Ministre du territoire. Il est responsable de la défense, des affaires

Note : Les informations figurant dans le présent document proviennent de diverses publications, y compris celles du gouvernement du territoire, et de renseignements communiqués au Secrétaire général par la Puissance administrante en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. On trouvera de plus amples détails dans les documents de travail publiés sur le site Web de l'ONU à l'adresse : www.un.org/Depts/dpi/decolonization/docs.

¹ Informations communiquées par la Puissance administrante le 14 janvier 2011.

extérieures, de la sécurité intérieure et de la police. Le Gouverneur actuel, Sir Richard Gozney, a pris ses fonctions en décembre 2007.

7. Le territoire est doté d'un régime parlementaire. Le gouvernement comprend un gouverneur, un vice-gouverneur, un cabinet et un parlement bicaméral composé d'une assemblée de 36 membres élus au scrutin direct pour un mandat de cinq ans et d'un sénat de 11 membres désignés de la façon suivante : le Gouverneur nomme cinq membres sur recommandation du Premier Ministre, trois sur recommandation du chef de l'opposition et trois à sa discrétion. Il désigne en tant que Premier Ministre le membre de l'Assemblée qui lui semble avoir les meilleures chances d'être investi de la confiance de la majorité des autres membres. Le Premier Ministre préside un cabinet comprenant au maximum 14 membres du Parlement.

8. Le système juridique des Bermudes repose sur la *common law* et les principes de l'*equity* anglais, sur le droit écrit anglais (en vigueur depuis 1612) et sur les lois adoptées depuis par le Parlement des Bermudes. L'appareil judiciaire est indépendant du gouvernement; ses membres sont nommés sur avis du Président de la Cour. Il existe trois instances : le Tribunal d'instance, la Cour suprême et la Cour d'appel.

9. Au fil des ans, trois partis politiques officiels ont dominé la scène politique du territoire : le Parti travailliste progressiste, pour qui l'indépendance est traditionnellement un objectif majeur, a été créé en 1963 par la majorité noire. Le Parti des Bermudes Unies a lui été créé en 1964, en majorité par la population blanche. D'après la Puissance administrante, l'Alliance démocratique des Bermudes a été constituée en novembre 2009 par des membres déçus du Parti des Bermudes Unies. Début 2011, des discussions étaient en cours concernant l'éventuelle fusion de l'Alliance démocratique des Bermudes et du Parti des Bermudes Unies.

10. Les élections générales doivent être organisées tous les cinq ans. À l'issue des élections générales de 1998, le Parti travailliste progressiste a accédé au pouvoir pour la première fois en 30 ans; il y est toujours depuis. L'actuelle Premier Ministre, Paula Cox, a pris ses fonctions le 29 octobre 2010, à la suite de son élection à la tête du parti au pouvoir (le Parti travailliste progressiste) et après la démission du Premier Ministre sortant, Ewart Brown, à la fin de son mandat de quatre ans à la tête de ce parti.

11. Pour pouvoir voter lors des élections et des référendums, il faut avoir 18 ans révolus et être Bermudien de naissance ou par naturalisation, ou être citoyen du Commonwealth britannique établi de longue date aux Bermudes. D'après la Puissance administrante, on a compté 41 394 électeurs en 2010.

12. Un référendum sur l'indépendance a été organisé en 1995. Le taux de participation n'a pas dépassé 58,8 % – un niveau assez faible pour les Bermudes – et 73,6 % des votants se sont prononcés contre l'indépendance. Le parti d'opposition de l'époque, le Parti travailliste progressiste, avait organisé un boycottage du référendum parmi les partisans de l'indépendance, au motif que la question méritait d'être tranchée par des élections générales.

13. La question de l'indépendance, si elle a toujours été importante, n'a pas dominé la scène politique récente aux Bermudes comme elle le fit parfois jadis. Un sondage réalisé par une société privée en janvier 2011 a révélé que 73 % des habitants ne souhaitent pas rompre les liens unissant les Bermudes au Royaume-Uni, contre 63 % lors d'un sondage similaire réalisé en 2007. Quatorze pour cent des gens auraient été favorables à l'indépendance (contre 25 % en 2007). Au plan démographique, les répondants blancs étaient majoritairement opposé à l'indépendance (86 % contre 64 %).

14. Dans son rapport de 2005, la Commission pour l'indépendance des Bermudes avait noté que la question des relations interraciales et toutes les considérations qui en découlaient étaient un trait permanent, bien que rarement reconnu, du paysage politique, économique et social des Bermudes. Les divisions raciales aux Bermudes ont été largement exploitées par les partisans et les détracteurs de l'indépendance, notamment dans le débat sur le choix du mode de consultation. Le Parti travailliste progressiste au pouvoir voudrait que la question de l'indépendance soit réglée dans le cadre d'une élection, tandis que le parti d'opposition, le Parti des Bermudes Unies, préfère le recours à un référendum. À cet égard, la Commission pour l'indépendance des Bermudes a conclu qu'il incombait aux deux partis politiques de faire connaître les mérites respectifs de chaque méthode.

15. En 2010, il semblerait qu'un consensus se soit fait jour autour de l'idée que les Bermudes devaient d'abord régler les différents problèmes socioéconomiques et instaurer auprès du grand public un climat de confiance à l'égard du gouvernement du territoire suffisant avant d'envisager sérieusement l'indépendance.

III. Budget

16. Aux Bermudes, l'exercice budgétaire commence au mois d'avril. Lorsqu'il a présenté le budget national 2010/11, le gouvernement du territoire a annoncé que ses domaines de financement prioritaires seraient l'éducation, la sécurité publique, la réadaptation sociale et la santé. Il doit en outre honorer son engagement de renforcer les secteurs clés du commerce international et du tourisme. Les dépenses prévues s'élèveraient à 1,2 milliard de dollars et les recettes à 1,05 milliard de dollars.

17. Le gouvernement a estimé que les dépenses publiques en faveur de la santé à long terme de l'économie ne devaient pas être sacrifiées. Afin de financer ces services, le gouvernement a augmenté les charges sociales, la taxe sur l'achat de devises, les droits de timbre sur le parc immobilier, les droits d'immatriculation des véhicules et autres redevances. Les budgets des ministères ont été maintenus aux mêmes niveaux que l'année antérieure, voire, dans certains cas, en dessous du niveau des budgets approuvés pour l'exercice 2009/10.

18. Le 5 novembre 2010, lors de son discours du trône annuel, le Gouverneur a indiqué que, compte tenu des accusations de corruption qui pesaient sur le Premier Ministre sortant, la politique de gestion financière stricte et efficace du Gouvernement serait appliquée dans tous les ministères, ce qui traduit une nouvelle culture de la discipline et de la gestion financière qui permettrait de réaliser des économies d'au moins 150 millions de dollars.

IV. Situation économique

A. Généralités

19. Aux Bermudes, il n'y a pas de banque centrale. L'indexation de la monnaie sur le dollar des États-Unis est gérée par les banques commerciales qui répondent à l'offre et à la demande à parité. Ce sont les banques, et non l'Autorité monétaire des Bermudes, qui détiennent les réserves en devises du territoire.

20. L'économie des Bermudes repose toujours principalement sur les services financiers internationaux et le tourisme. Le secteur industriel est de faible ampleur, bien que celui du bâtiment ait toujours une certaine importance. L'agriculture est limitée, dans la mesure où seulement environ 20 % des terres sont cultivables.

21. Le produit intérieur brut du territoire pour 2009 a été estimé à 6 milliards de dollars. L'économie s'est contractée de 5,8 %. La récession mondiale a ébranlé la croissance des secteurs traditionnellement solides de l'économie locale des Bermudes : les services financiers, le tourisme et le bâtiment ont souffert d'importantes baisses de production. L'activité économique est restée peu dynamique en 2010, le ralentissement de l'emploi ayant pesé sur la demande intérieure.

22. Dans le cadre des efforts du gouvernement du territoire pour renforcer une économie sur le déclin, le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie a été créé en 2010 pour répondre aux besoins des entreprises locales et aux aspirations professionnelles des Bermudiens. Le nouveau ministère comporte deux départements, consacrés respectivement au tourisme et au commerce international, qui contribuent à faire en sorte que le territoire conserve et renforce sa compétitivité dans ces deux domaines. Par ailleurs, d'après le discours du trône prononcé par le Gouverneur en 2010, le gouvernement du territoire, encouragé par l'incidence positive de la zone de démarginalisation économique au nord-est d'Hamilton, a l'intention de créer des zones de transition, le long du périmètre de l'actuelle zone de démarginalisation économique, ainsi qu'à St. George et Sandys. Début 2011, le gouvernement du territoire a réservé 250 000 dollars au financement d'initiatives lancées par la Société bermudienne de développement des petites entreprises pour proposer des chantiers de construction aux petites entreprises dans le but de limiter les effets de la récession.

B. Services financiers

23. Les Bermudes sont l'un des principaux centres financiers et commerciaux offshore de la planète et se classent aux premiers rangs mondiaux du secteur de l'assurance et de la réassurance à grande échelle – les primes négociées en 2009 se seraient élevées à 104 milliards de dollars. L'Autorité monétaire des Bermudes, qui assure de façon centralisée la régulation du secteur des services financiers du territoire, est habilitée à collecter des amendes.

24. D'après la Puissance administrante, au 31 décembre 2009, 15 306 entreprises internationales étaient enregistrées aux Bermudes. Le nombre de sociétés enregistrées sur le territoire a connu un taux de croissance annuel combiné d'environ 2 % de 2002 à 2009. Au premier trimestre 2010, 192 sociétés internationales se sont enregistrées.

25. Dans son discours du trône de 2010, le Gouverneur a indiqué que les efforts législatifs récents en matière fiscale avaient largement contribué à maintenir le succès du secteur financier.

C. Tourisme

26. La crise financière et économique mondiale a eu une incidence négative sur le secteur du tourisme aux Bermudes en 2008 et 2009. Cependant, grâce à une bonne

saison des croisières, le nombre total de visiteurs en 2009 (599 042) a augmenté de près de 1 %, même si le nombre de visiteurs arrivés par les airs (235 860) a chuté d'environ 11 %. Une baisse supplémentaire a été enregistrée au premier trimestre 2010. Le recul de la demande touristique de par le monde, conjugué à de mauvaises conditions météorologiques, a eu une incidence négative sur le trafic aérien à destination des Bermudes. Quarante-cinq vols ont été annulés au premier trimestre 2010. D'après les médias, les dépenses totales des visiteurs (266 millions de dollars) ont chuté de 23 % en 2010.

27. Parallèlement, cependant, l'ouverture du nouveau quai (Heritage Wharf) a permis au territoire d'accueillir des bateaux plus larges transportant davantage de passagers. En 2009, cette capacité accrue s'est traduite par une résurgence de 11 % de l'affluence des visiteurs en croisière (dont le total s'est porté à 318 528). Les prévisions indiquent que l'affluence des visiteurs en croisière devrait continuer d'augmenter. De nombreuses escales d'une journée ont été remplacées par des séjours de deux ou trois jours. En outre, les arrivées de yachts au premier trimestre 2010 ont progressé de près de 81 %, un total de 228 équipages ayant visité les Bermudes (contre 126 au premier trimestre 2009).

D. Bâtiment

28. Le secteur du bâtiment aux Bermudes a connu un déclin estimé à 36,6 % en 2009 par rapport à l'année précédente. Les dépenses d'équipement prévues par le gouvernement du territoire pour l'exercice budgétaire 2010/11 s'élèvent à 144 millions de dollars, la majorité des financements correspondant à des projets de construction. Environ 4 millions de dollars ont été alloués à des initiatives liées au logement et 33,9 millions de dollars à la construction d'un nouveau poste de police et d'un tribunal d'instance, ainsi que de bureaux pour accueillir des services publics. En outre, 33 millions de dollars ont été prévus pour l'entretien et l'extension des installations de la station de traitement des eaux de la baie de Tynes.

29. Le Ministère du travail, des affaires intérieures et du logement a été rebaptisé Ministère de la sécurité nationale en 2010 et a reçu 137 millions de dollars pour 2010, une partie de cette somme devant servir à stimuler le secteur du bâtiment. Un complexe résidentiel, à Perimeter Lane, a été achevé en juillet, tandis qu'un autre composé de 98 logements a été achevé en septembre 2010. Le prochain grand projet sera dévoilé en 2011 et devrait comporter 84 logements, qui seront gagnés à la loterie, ainsi qu'un complexe résidentiel de 125 logements à prix abordable en bord de mer.

E. Transports et communications

30. Les Bermudes sont dotées de systèmes de transport et de télécommunications d'excellente qualité. Elles sont desservies par un réseau d'environ 225 kilomètres de routes goudronnées et 400 kilomètres de routes privées. Les Bermudes ont également l'une des circulations routières les plus denses du monde, avec environ 100 véhicules au kilomètre. L'interdiction de posséder plus d'une voiture par ménage et de louer des véhicules a conduit les Bermudes à se doter d'un réseau de transports en commun très fréquenté. Les étudiants continuent de bénéficier de la gratuité des transports en commun (bus et ferry).

31. De nombreux vols commerciaux réguliers relient les Bermudes à un certain nombre de destinations aux États-Unis et au Canada. Au fil des ans, le trafic aérien s'est également nettement intensifié pour répondre à la demande des sociétés internationales.

32. Les Bermudes ont leurs propres agences de réglementation maritime et aérienne. Les Départements de l'aviation civile et de l'administration maritime tiennent leurs registres à jour et ont une réputation de rigueur comparable à celles de leurs homologues en Grande-Bretagne et aux États-Unis. En ce qui concerne l'automatisation des informations et archives liées au trafic aérien, le Département bermudien de l'aviation civile devrait mettre en œuvre un système dans le cadre de son infrastructure de contrôle réglementaire. D'après le gouvernement du territoire, il s'agira notamment d'installer un nouveau système de radar de plusieurs millions de dollars afin d'assurer la couverture radar non seulement des vols à destination des Bermudes, mais aussi des dizaines de milliers de vols qui pénètrent l'espace aérien du territoire.

33. Comme il a déjà été indiqué, les Bermudes disposent d'une infrastructure informatique et télématique nationale et internationale ultramoderne et accessible à toute la population. Il existe quatre fournisseurs de services de télécommunications internationaux sur le territoire, dont trois disposent de liaisons transatlantiques, ainsi que des liaisons par satellite pour les services spéciaux et les communications urgentes. Les services informatiques et télématiques intérieurs sont assurés par neuf fournisseurs. D'après la Puissance administrante, en 2010/11, les trois opérateurs de télécommunication mobile des Bermudes devraient mettre en œuvre la quatrième génération de normes internationales, ce qui permettra d'offrir une plus grande vitesse de transmission des données pour faire face à la prolifération de programmes et de services multimédias utilisés par les outils de télécommunication mobile.

V. Situation sociale

A. Généralités

34. Dans son discours du trône de 2010, le Gouverneur a rappelé la nécessité d'aider les familles et de proposer des programmes locaux qui contribueraient à encourager la réussite des jeunes. C'est à cette fin qu'en 2010, le gouvernement du territoire a créé le nouveau Ministère de la jeunesse, des familles, des sports et du développement communautaire. Ce ministère comporte les départements suivants : jeunesse, sport et loisirs, affaires humaines, affaires communautaires et culturelles, services à l'enfance et aux familles et aide financière.

35. Depuis 2008, le gouvernement du territoire met en œuvre un programme d'allocations de garde d'enfants pour permettre aux familles à faible revenu de faire garder leurs enfants de moins de 4 ans. Ce programme profite à des centaines de familles et d'enfants. Une équipe d'intervention interministérielle propose aux familles vulnérables des services sociaux intensifs à vocation communautaire consistant à renforcer leurs compétences parentales. En 2011, le gouvernement a prévu d'introduire une équipe d'intervention en faveur des adolescents très vulnérables, d'organiser davantage de cours intensifs en internat et de faire participer les écoles primaires aux initiatives visant à réorienter les jeunes vulnérables vers une vie plus productive.

36. Pour donner suite au précédent discours du trône, le gouvernement du territoire a annoncé en 2010 un nouveau programme de service national visant à maintenir les jeunes à l'écart des situations où ils pourraient s'attirer des ennuis. Les participants à ce programme de volontariat, destiné aux hommes et femmes de 24 à 30 ans, doivent effectuer 16 heures de service par mois pendant deux ans, avec d'éventuels avantages tels que des taux de prêt plus intéressants et des réductions sur les transports. Ce programme ne remplacera pas l'engagement dans le régiment des Bermudes, qui existe depuis longtemps. En revanche, les Bermudiens engagés pourront faire acte de candidature pour être transférés vers le nouveau programme après un an de service.

B. Emploi

37. D'après des données relatives à l'emploi réunies en 2009, le nombre total d'emplois aux Bermudes a diminué de 1,7 %, passant de 40 213 en 2008 à 39 520 en 2009. Le secteur non bermudien a perdu 338 emplois et le secteur bermudien 355. Selon la Puissance administrante, un examen de la composition raciale de la main-d'œuvre a révélé qu'elle était à 53 % noire, 33 % blanche et 14 % métisse. Il y a un net écart entre le pouvoir d'achat des Blancs qui correspond à 131 % du salaire moyen, celui des Noirs, à 93 % et celui des Métis et des autres races, à 88 %.

38. Le taux de chômage officiel en 2009 est de 4,5 %, soit 6 % pour les hommes et 3 % pour les femmes. D'après les renseignements fournis par la Puissance administrante, le taux de chômage des Noirs était de 6 %, celui des Blancs de 3 %, tandis que celui des jeunes atteignait 50 %. Ainsi qu'il ressort du Rapport sur l'étude de la main-d'œuvre du territoire publié en 2009, les secteurs des entreprises internationales, et des services commerciaux et l'industrie hôtelière ont été les plus touchés par le recul de l'emploi. Les secteurs de l'enseignement, de la santé et de l'activité sociale, constitués en grand nombre d'agents de la fonction publique, ont enregistré une augmentation du nombre de leurs postes.

39. Selon le discours sur le budget de 2010, le Ministère du travail, de l'intérieur et du logement prenait des mesures visant à offrir aux jeunes et aux personnes qui cherchaient à se repositionner sur le marché du travail, la chance de se recycler et de recevoir une formation polyvalente. En outre, avec un budget de 8,6 millions de dollars, le service de la main-d'œuvre et de la formation, poursuivrait son programme d'emploi d'été et accélérerait ses programmes nationaux de délivrance de certificats d'aptitude et de stages.

C. Éducation et culture

40. Le Ministère de l'éducation a reçu un budget de 143 millions de dollars au titre de l'exercice 2010-2011 pour réaliser les objectifs d'un plan stratégique prévu pour l'ensemble du réseau d'établissements publics des Bermudes, à savoir dispenser un enseignement de qualité qui réponde aux normes internationales et permette aux étudiants de réaliser pleinement leur potentiel. Le gouvernement du territoire a pris des dispositions visant à mieux mesurer les résultats scolaires selon des normes internationalement reconnues en mathématiques, en sciences et en anglais, et à améliorer l'encadrement pédagogique et la qualité du corps enseignant. Par ailleurs, la loi sur l'enseignement sera modifiée pour renforcer le conseil pédagogique et veiller à ce que le principe de responsabilité en matière d'éducation s'applique à toutes les parties prenantes concernées.

41. Le taux d’alphabétisation dans le territoire est d’environ 98 % pour les garçons et de 99 % pour les filles de plus de 14 ans. Aux Bermudes, la scolarité est obligatoire de 5 à 16 ans et l’enseignement public est gratuit. Selon la Puissance administrante, environ 58 % des élèves bermudiens d’âge scolaire obligatoire fréquentent les établissements publics. Le réseau d’établissements publics comprend 2 établissements secondaires de deuxième cycle, 5 établissements secondaire de premier cycle, 18 écoles primaires, 10 écoles maternelles, 1 école d’enseignement spécial et 1 programme d’enseignement alternatif. Il existe 6 écoles privées pour les premières années de l’enseignement primaire, de même qu’un certain nombre d’autres établissements privés pour tous les âges. Ces établissements privés ne reçoivent aucun financement de l’État. Les trois quarts environ des élèves blancs sont inscrits dans des écoles privées, et la plupart des élèves noirs, dans des écoles publiques. Alors que pratiquement tout au long des années 2000 seuls près de la moitié des élèves des établissements publics avaient fini leurs études secondaires, en 2010, ils étaient 82,5 % à l’avoir fait.

42. Les diplômés de l’enseignement secondaire poursuivent leurs études au Bermuda College, le principal établissement d’enseignement supérieur du territoire, ou dans des établissements étrangers, principalement aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. En 2010, à la suite de la crise économique, la Division de l’enseignement professionnel et des carrières a vu un accroissement de 3 % du taux d’inscription et le Bermuda College a reçu son homologation du New England Association of Schools and Colleges. Comme précédemment indiqué, depuis la fin des années 2000, les étudiants locaux n’ont pas eu à payer de frais de scolarité et paient dans les universités anglaises les mêmes droits de scolarité que ceux acquittés par les étudiants britanniques. En 2010, les Bermudes sont devenues un membre contribuant associé de l’Université des Caraïbes (University of the West Indies). Les étudiants bermudiens devraient pouvoir y bénéficier de réductions sur le montant intégral des frais de scolarité.

43. Le gouvernement du territoire s’emploie à se doter d’une politique en matière de patrimoine culturel national, important pas vers la promotion, la préservation et la célébration de la culture du territoire, de ses idoles culturelles et des détenteurs de sa culture.

D. Santé

44. Les Bermudes ont une population vieillissante et un faible taux de fécondité. L’espérance de vie à la naissance est approximativement de 80 ans pour les femmes et de 75 ans pour les hommes. L’espérance de vie des Noirs est inférieure de près de quatre ans à celle des Blancs. Les maladies chroniques restent à l’origine d’un nombre disproportionné de problèmes de santé et constitueraient un sujet d’intérêt majeur pour le Ministère de la santé en 2011. Les accidents de la circulation qui représentent 69 % des décès chez les personnes âgées de 16 à 24 ans et 19 % des décès de celles âgées de 25 à 44 ans font peser une lourde menace sur la santé publique. Un budget de 181 millions de dollars a été alloué au Ministère de la santé au titre de l’exercice 2010/11.

45. Tous les travailleurs bermudiens, qu’ils soient employés ou établis à leur compte, cotisent à une assurance pour soins hospitaliers. En 2009, le Gouvernement a lancé « Future Care », un contrat d’assurance global et accessible destiné aux

personnes âgées. Le Conseil des hôpitaux bermudiens « Bermuda Hospital Board » a reçu au titre du budget de 2010 une subvention en capital d'un montant de 10 millions de dollars pour aider à la construction d'un hôpital de soins actifs. Ses programmes et services couvrent des soins de santé de base, des activités communautaires et plusieurs programmes spécialisés de traitement de blessures et de maladies mettant la vie en danger. Le King Edward VII Memorial Hospital et le Mid-Atlantic Wellness Institute, l'hôpital psychiatrique du territoire, offrent une gamme complète de services de diagnostic, de traitement et de réadaptation.

46. Le régime d'assurance « Future Care » sera graduellement introduit sur une période de trois ans. Environ 2 700 personnes âgées y ont souscrit en 2010 et en 2011, toutes les personnes âgées d'au moins 65 ans pourront également y prétendre.

E. Droits de l'homme et questions connexes

47. Les principaux instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme qui s'appliquent aux Bermudes sont les suivants : la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

48. Selon la Puissance administrante, la Commission pour l'unité et l'égalité raciale était jusqu'en 2010 l'organe statutaire directement chargé de combattre le racisme aux Bermudes. Bien que les dispositions législatives de ladite commission et les textes législatifs locaux en matière de droits de l'homme traitent de questions de discrimination analogues, celles de la Commission ne prévoyaient aucun moyen d'investigation ni de recours face à des questions de racisme. La Commission pour l'unité et l'égalité raciale a été dissoute en juillet 2010 et la loi de 1981 relative aux droits de l'homme, modifiée pour en transférer toutes les fonctions et obligations à la Commission des droits de l'homme créée en vertu de cette loi.

49. En outre, en 2010, le gouvernement du territoire a réexaminé sa position à l'égard du respect de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en vue de la signer en 2011, et étudier la possibilité d'ajouter l'orientation sexuelle à la loi de 1981 relative aux droits de l'homme dès que possible.

50. En 2010, l'adoption de la loi sur l'accès public à l'information permet d'avoir accès à des informations détenues par le Gouvernement. Selon la Puissance administrante, cette loi ne rend pas publiques toutes les informations comme notamment celles liées à la sécurité et à la défense, les informations commerciales sensibles, les questions ayant trait à l'application des lois et à la sécurité publique, celles liées aux intérêts financiers et économiques et les données personnelles. La loi sur l'accès public à l'information ne serait pas appliquée pleinement avant 2012, étant donné qu'il faut veiller notamment à ce que les systèmes de gestion des dossiers au sein du Gouvernement puissent être convenablement organisés afin que les informations puissent en être extraites. Un conseil des médias indépendant a en même temps été créé dans le territoire en 2010.

F. Criminalité et sécurité publique

51. Le Service de police des Bermudes est fort de 467 agents et 70 réservistes. En 2010, le Service a formé une « brigade antigang » qui coopère avec le consulat des États-Unis pour mieux recueillir des renseignements pouvant conduire à l'appréhension d'auteurs d'attaques à main armée. Un montant de 65,7 millions de dollars a été alloué au Service de police au titre de l'exercice budgétaire 2010/11 pour lutter contre la criminalité liée aux gangs.

52. Selon des informations publiées dans la presse, 7 personnes auraient été tuées et 25 autres blessées en 2009/10 lors d'attaques à main armée. Le gouvernement du territoire a intensifié ses activités en 2010 notamment en adoptant la loi portant amendement à la loi sur les armes à feu (*Firearms Amendment Act*) et la loi portant amendement de la loi sur la libération sous caution (*Bail Amendment Act*) pour combattre une série de crimes à main armée. Il a en outre créé un Ministère de la sécurité nationale chargé notamment de la sécurité publique et de renforcer les normes professionnelles du Service de police des Bermudes, du régiment des Bermudes et du Service des sapeurs-pompiers et des secours des Bermudes. Une équipe d'intervention auprès des adolescents à haut risque a été constituée en réaménageant les fonctions au sein du Département des services de l'enfant et de la famille. Des mesures ont été prises pour s'attaquer au problème des récidivistes.

53. Une cellule de renseignement financier, devenue pleinement opérationnelle en 2010, est chargée de recevoir, de rassembler, d'analyser et de diffuser des déclarations de soupçons, en vertu des dispositions législatives pertinentes du territoire telles que la loi de 2009 portant amendement des mesures antiterroristes, financières et autres, et la loi de 2010 portant amendement et de l'application de la loi sur le produit des activités criminelles (supervision et application). Cette fonction était précédemment dévolue à la brigade d'enquête financière relevant du Service de police des Bermudes. La police continue d'être responsable des enquêtes sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

VI. Environnement

54. L'ancien Ministère de l'environnement, des sports et des loisirs a été rebaptisé Ministère de l'environnement, de la planification et de l'infrastructure et a bénéficié d'une allocation budgétaire de 39 millions de dollars au titre de l'exercice 2010/11. Ses fonctions consistent à assurer la protection et la surveillance de l'environnement en veillant à l'application d'une réglementation adéquate et à promouvoir l'exploitation durable des ressources naturelles de l'île. Il ressort du discours du trône de 2010 que le gouvernement du territoire jouerait un rôle précurseur dans la gestion et la protection durable des récifs coralliens.

55. Les eaux pluviales constituent la source d'approvisionnement en eau potable des Bermudes. La campagne de conservation de l'eau lancée par le gouvernement du territoire en 2009 s'inscrit dans le prolongement de l'inauguration de la nouvelle usine de dessalement de l'eau de mer de Tynes Bay qui a permis, dans le courant de l'année 2010, de réduire sensiblement la dépendance des Bermudes à l'égard des eaux pluviales. En 2011, le Gouvernement devrait en principe élaborer un plan-cadre d'approvisionnement en eau et de prestation de services destiné à évaluer l'infrastructure hydrique des Bermudes et à déterminer s'il y a lieu ou non d'instituer un organisme de réglementation.

56. Environ 98 % de l'énergie électrique est fournie par une seule compagnie privée, qui a exclusivement recours aux combustibles fossiles pour produire l'électricité. Les 2 % d'énergie électrique qui restent sont fournis par l'usine de transformation des déchets en énergie de Tynes Bay dont le Ministère des travaux publics du gouvernement du territoire est le propriétaire et l'exploitant. En 2010, le Département de l'énergie a tenu de nombreuses consultations publiques avec les parties prenantes de l'industrie et la société civile en vue de la publication d'un livre blanc sur l'énergie, document directif public définissant le plan qu'entendent suivre les Bermudes pour mettre un terme à leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

57. À ce propos, le gouvernement du territoire compte lancer une campagne de conservation de l'énergie ciblant les jeunes en vue de susciter en eux, tout au long de leur vie, un sentiment et un devoir de responsabilité en matière de conservation d'énergie. Les propriétaires de logements et les entreprises continueront d'être encouragés à investir dans des sources d'énergie de remplacement vertes.

VII. Questions militaires

58. Les Bermudes disposent d'un régiment de défense constitué de 600 militaires, la plupart à temps partiel. Ce nombre inclut un noyau de 140 militaires recrutés pour un service de longue durée et 30 militaires à temps plein. La population masculine adulte du territoire est soumise à la conscription et doit, pendant plus de trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel de 15 jours. Le service militaire est rémunéré.

VIII. Relations avec les organisations et les partenaires internationaux

59. Les Bermudes sont membre associé de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et membre du Groupe d'action financière des Caraïbes créé pour lutter contre le blanchiment de l'argent. Le territoire est également membre de la Caribbean Conservation Corporation, de la Confédération internationale des syndicats libres, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et du Comité international olympique (CIO).

60. Les Bermudes font partie des Territoires d'outre-mer du Royaume-Uni. À la demande des Bermudes, le territoire n'est pas assujéti à l'application de la décision d'association des territoires d'outre-mer mettant en application la partie IV du Traité de la Communauté européenne. Les arrangements conclus avec l'Union européenne en vue de l'association n'ont jamais été appliqués aux Bermudes, conformément au souhait de ces dernières. Le territoire est toutefois autorisé à prendre part aux réunions de partenariat englobant les pays et territoires d'outre-mer britanniques.

IX. Statut futur du territoire

A. Position du gouvernement du territoire

61. Les faits nouveaux concernant le statut futur des Bermudes figurent dans la section II ci-dessus.

B. Position de la Puissance administrante

62. Des informations sur la position générale du Royaume-Uni ont été consignées dans le rapport du Secrétaire général en date d'août 2010 intitulé « Deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme » (A/65/330/annexe). Le 4 octobre 2010, le Royaume-Uni a fait une déclaration devant la Commission des politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) lors de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale.

63. Comme en témoigne le compte rendu de séance de la Quatrième Commission paru sous la cote A/C.4/65/SR.2, le représentant du Royaume-Uni a notamment rappelé que les relations entre le Gouvernement britannique et ses territoires d'outre-mer étaient des relations modernes qui étaient basées sur le partenariat, les valeurs partagées et le choix de chaque territoire de décider s'il voulait ou non garder ses liens avec le Royaume-Uni. Bien que la situation de chaque territoire soit différente et que certains territoires en soient à un stade de développement plus avancé que d'autres, le Royaume-Uni continuerait à travailler avec tous les territoires, le cas échéant, dans des domaines comme la bonne gouvernance, le développement et la transparence politique et économique, le renforcement de la sécurité et la réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et non naturelles.

64. Le représentant a poursuivi en disant que les relations entre les territoires d'outre-mer et le Royaume-Uni étaient consacrées par la constitution de chacun de ces territoires. De récents travaux de réforme constitutionnelle effectués avec un certain nombre de territoires ont permis de mettre à jour les dispositions constitutionnelles sur des questions comme les droits de l'homme, la bonne gouvernance et les rôles respectifs du gouverneur et d'hommes politiques localement élus.

65. En outre, la bonne gouvernance avait été au centre de tous les pourparlers constitutionnels avec les territoires. Le Gouvernement britannique ne souhaitait nullement s'ingérer dans les détails de la gestion de ses relations avec les territoires d'outre-mer et s'engageait à permettre à chaque territoire de gérer ses propres affaires autant que possible; ce qui implique des responsabilités et la bonne gouvernance de la part du territoire. Toutefois, la Grande-Bretagne n'hésiterait pas à évoquer la question avec le gouvernement du territoire et à intervenir au besoin, s'il estimait qu'un territoire manquait aux obligations internationales qui lui incombaient ou qu'une évolution de la situation dans un territoire suscitait d'autres préoccupations.

C. Mesures prises par l'Assemblée générale

66. Le 10 décembre 2010, l'Assemblée générale a adopté, sans les avoir mises aux voix, les résolutions 65/115 A et B, en se fondant sur le rapport du Comité spécial transmis à l'Assemblée générale (A/65/23) et après examen par la Quatrième Commission. La section II de la résolution 65/115 B concerne les Bermudes. Aux termes des paragraphes de cette section, l'Assemblée générale :

1. *Souligne* l'importance du rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes, qui examine de près les faits entourant l'indépendance, et regrette que les plans d'organisation des réunions publiques et de la présentation d'un livre vert à l'Assemblée puis d'un livre blanc exposant les propositions politiques en faveur de l'indépendance des Bermudes ne se soient pas encore concrétisés;

2. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien ses activités d'éducation du public, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invite, à cet égard, les organismes compétents des Nations Unies à fournir une assistance à ce territoire, s'il en fait la demande;
